



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale du Rhône

Villeurbanne, le 20 mars 2012

Affaire suivie par : Emmanuelle MAILLARD
Cellule Santé Sol Sous-sol Déchets/Déchets
Tél. : 04 72 44 12 09
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : emmanuelle.maillard@developpement-
durable.gouv.fr
Référence : UT69-CS-12-305-EM

DEPARTEMENT DU RHONE
Site VALORLY à Rillieux la Pape
VISITE D'INSPECTION APPROFONDIE
réalisée le 16 mars 2012
Rapport de l'inspecteur des installations classées

Adresse de l'établissement : 1110, route du Mas Rillier 69140 RILLIEUX LA PAPE

Activité principale de l'établissement : Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères

Code GIDIC de l'établissement : 061.4050

Priorité DREAL : P1

Copie à : REMIPP
CHRONO
EM

Contrôle réalisé conformément à la procédure DEN-QPR-05-008 et au mode opératoire DEN-QMO-06-001

Inspecteurs : Emmanuelle MAILLARD

Date d'annonce du contrôle : 14 février 2012

Type de contrôle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée
	<input type="checkbox"/> Inspection courante	<input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> inspection circonstancielle
	<input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle		

Circonstances du contrôle	<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL	<input type="checkbox"/> Incident/Accident
	<input type="checkbox"/> Plainte du voisinage	<input type="checkbox"/> Autre :

Thème du contrôle :

L'inspection concerne le respect des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2004 modifié.

Référentiel du contrôle :

- arrêté préfectoral complémentaire en date du 19 juillet 2004

Principales installations contrôlées :

- Le site de l'établissement

Personnes rencontrées et fonctions :

- Monsieur POUGET, directeur du site de Rilleux la Pape ;
- Le, responsable HSE du site

Synthèse de la visite – constatations :

A l'issue de l'inspection, les principales constatations ou observations :

- L'exploitant nous a présenté en séance, la dernière campagne de mesures de bruit émis par le site. La périodicité est respectée (tous les 3 ans). Le contrôle a été effectué par la société génie acoustique le 30 septembre 2011. En outre dans le cadre de sa certification, l'exploitant réalise un suivi trimestriel des émissions bruit de son site. Il n'y a pas de non conformités observées.
- L'exploitant nous a présenté en séance les prélèvements « air » effectués le 22 et 23 novembre 2011 par la société SOCOTEC. En préambule, la société décrit l'installation contrôlée ainsi que ses caractéristiques. Les caractéristiques sont conformes aux prescriptions du point 3 de l'article de 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 19 juillet 2004. Les contrôles inopinés air réalisés sur le site confirment également la conformité des installations.
- Nous avons pu constater en inspection sur le site, que :
 - la nouvelle station météorologique installée sur le site dont la vitesse et la direction du vent sont reportés sur la supervision du site. Nous avons pu constaté sur le synoptique l'historique des enregistrements ;
 - l'état de propreté du site est satisfaisant ;
 - le charbon actif, la chaux ainsi que les REFIOM sont stockés dans un silo ;
 - la vidange du silo ne génère pas de poussière (branchement direct du manchon d'évacuation au camion) ;
 - les suies sous chaudière sont stockées dans des big-bag. Le chargement des big-bag ne génère pas d'envol (chargement des big-bag directement sur les camions) ;
 - les acides bases sont sur rétention séparée. Les produits sont stockés dans des cuves. Les canalisations sont aériennes, identifiées et consignées. A chaque dépotage de produit, un opérateur du site est présent et enlève la consigne selon si c'est du dépotage d'acide ou du dépotage de base.
- Il existe un système séparatif sur le site. Les eaux de toiture non souillées sont rejetées directement dans

- Il existe un système séparatif sur le site. Les eaux de toiture non souillées sont rejetées directement dans le milieu. Les eaux pluviales de ruissellement sont envoyées via le réseau vers le bassin tampon. En sortie de bassin, il existe une sonde de détection hydrocarbure (système de différence de potentiel) qui déclenche automatiquement la fermeture de la vanne vers le milieu naturel. La sonde est testée tous les mois. En salle de contrôle nous avons pu constater le synoptique avec le positionnement des vannes (ouvertes/fermées). Un test est également réalisé tous les mois/
- Il existe une procédure d'urgence dite « chapeau » qui recense les situations d'urgence : incendie, pollution, etc. Cette procédure permet de planifier tous les tests « réels » de ces situations en présence des opérateurs.
- Le tri est effectué sur le site, présence de différentes bennes : gâteaux de filtre, DIB, ferraille, pneus. Les gâteaux sont envoyés sur le site de Sita FD à Vaivre et Montoille en Haute-Saône. Nous avons pu constater en séance la tenue à jour des BSD. En général, le retour au producteur du traitement est inférieur à 1 mois.
- Les déchets de laboratoire sont stockés dans des bidons ou fûts de 20l. Les fûts ou bidons sont identifiés.
- En dehors des heures d'ouverture le site est fermé. Il y a toujours trois opérateurs présents sur le site 24h/24h. Il existe également des caméras de surveillance avec un enregistrement vidéo.
- L'exploitant a défini les zones de sécurité dites à « risque d'atmosphère explosive ». L'exploitant nous a également présenté en séance le rapport de vérification électrique réalisé par l'APAVE le 25/02/2011 qui explicite que le matériel électrique en zone ATEX a été vérifié.
- L'exploitant nous a présenté en séance l'ARF ainsi que l'ETF qui en découle, réalisées par la société MEGASTORME. Les travaux de mise en conformité sont programmés pour l'arrêt technique du site.
- L'exploitant n'a pas défini de zone de sécurité dites à « risque incendie » pour son site.

Il serait opportun que l'exploitant étudie le recensement de zone de sécurité dites à « risque incendie » sur son site. En particulier les parties de son installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

- L'exploitant nous a présenté en salle de contrôle les consignes d'exploitation avec les procédures associées. Nous avons demandé à un opérateur de nous présenter la procédure « démarrage normal du four ». Il n'y a pas eu d'écart constaté. Les FDS à jour ont été présentées en séance.
- L'exploitant nous a également présenté en séance les consignes de sécurité. La fiche de poste « dépotage soude » a été vérifiée. A chaque dépotage une fiche check-list des opérations est réalisée. Le responsable HSE du site vérifie chaque mois l'adéquation entre le nombre de fiche check-list et le nombre de dépotage.
- Les commandes de la centrale incendie sont présentes en salle de contrôle. Concernant la fosse à ordures ménagères, il existe deux canons dopés (mousse, foisonnement à 3%), orientables depuis la salle de contrôle. L'exploitant envisage la mise en place de caméra thermique pour détecter les échauffements de la fosse et prévenir d'un début incendie.
- L'exploitant nous a présenté les procédures de consignation, permis feu, accès en enceinte confinée. Un plan de prévention est établi à chaque intervention sur l'installation. Ce plan est automatiquement généré par le logiciel à la suite de l'analyse de risque effectuée par la personne habilitée pour donner les autorisations de travail sur le site. Une visite de contrôle sur les lieux de l'intervention est effectuée 2 heures après le point « fin de journée » entre les intervenants et une personne habilitée du site.

- L'exploitant nous présenté en séance la vérification annuelle du matériel incendie du site. Les poteaux (5 présents sur le site) ainsi que les RIA qui ont été testés répondent aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant teste le rideau d'eau de la fosse tous les 15 jours et les canons tous les mois. Un exercice pompier est réalisé tous les ans.
- Un tableau de bord de formation du personnel est réalisé, avec définition chaque année des formations et des recyclages pour tout le personnel du site.

Suites (cf. fiches ci-jointes) :

1. Suites immédiates :

Néant

2. Propositions de sanctions administratives et suites judiciaires :

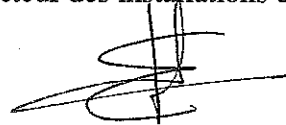
Néant

3. Autres suites :

L'inspection effectuée sur le site de VALORLY à Rillieux-la-Pape le 16 mars 2012, n'appelle pas de non conformités majeures ou des écarts significatifs de la part de l'inspection des installations classées.

Un courrier dont une copie est jointe en annexe est adressé à l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées



Emmanuelle MAILLARD

Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet du Rhône
Lyon, le 16 avril 2012

Pour le directeur et par délégation,

Le chef de l'unité Prévention des Pollutions et
Police de l'Eau



Pascal SIMONIN



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Villeurbanne, le 20 mars 2012

Unité Territoriale du Rhône

Affaire suivie par : Emmanuelle MAILLARD
Cellule Santé Sol Sous-sol Déchets/Déchets
Tél. : 04 72 44 12 09
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : emmanuelle.maillard
@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UT69-CS-12-304-EM

A l'attention de monsieur POUGET

Monsieur le Directeur,

J'ai effectué, le 16 mars 2012, une visite d'inspection sur vos installations de Rillieux la Pape. Elle visait l'examen du respect de certaines dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral 19 juillet 2004 réglementant le fonctionnement de vos activités.

J'ai l'honneur de vous confirmer, dans le rapport joint en annexe, les remarques que cette visite a soulevées de la part de l'inspection des installations classées.

Je vous demande de bien vouloir me tenir informé, au plus tard dans un délai maximum d'un mois, des suites que vous donnerez aux remarques formulées.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Directeur, l'expression de ma considération très distinguée.

L'Inspecteur des Installations Classées pour la
Protection de l'Environnement

Emmanuelle MAILLARD

Copies : C4SD/D
EM
REMIPP

Monsieur le directeur
Société VALORLY
1110, route du Mas Rillier
69140 RILLIEUX LA PAPE

